



Rapport de la Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)

Visite bilatérale au Guyana

Georgetown, Guyana

Du 13 au 18 novembre 2023

Rapport

Une délégation de la Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth a visité le Guyana du 13 au 18 novembre 2023. Alexandra Mendès, députée et présidente de la Section, a dirigé la délégation composée de l'honorable Salma Atallahjan, sénatrice; de Rhéal Éloi Fortin, député; et de Robert Kitchen, député. Rémi Bourgault, secrétaire de la Section canadienne, accompagnait la délégation.

La constitution de l'Association encourage les visites entre les pays membres pour que les parlementaires puissent discuter de questions d'intérêt commun dans les relations bilatérales et de dossiers liés à l'ensemble de l'organisation du Commonwealth. La visite au Guyana visait à renforcer les liens avec nos partenaires de la région des Caraïbes du Commonwealth, conformément au mandat de la Section canadienne de faciliter le jumelage entre les assemblées législatives provinciales-territoriales canadiennes et les Caraïbes.

Un large éventail de sujets a été abordé au cours de la visite bilatérale, notamment l'état de la démocratie parlementaire ainsi que les défis du changement climatique, de la souveraineté frontalière, des ressources naturelles et des infrastructures.

GÉOGRAPHIE

Le Guyana, officiellement connu sous le nom de République coopérative du Guyana, est un [pays](#) situé au nord de l'Amérique du Sud. Le pays est bordé par l'océan Atlantique au nord, le Brésil au sud et au sud-ouest, le Venezuela à l'ouest et le Suriname à l'est. Sa capitale est Georgetown.

Le Guyana est le troisième plus petit pays d'Amérique du Sud, après le Suriname et l'Uruguay. C'est le seul pays d'Amérique du Sud dont l'anglais est la langue officielle et il partage des liens culturels et historiques avec les « Caraïbes anglophones¹ ». C'est pourquoi il est membre de la [Communauté des Caraïbes \(CARICOM\)](#) une organisation intergouvernementale qui constitue une union politique et économique de 15 États membres et de cinq membres associés depuis [août 1973](#).

HISTOIRE

Le territoire qui constitue aujourd'hui la République coopérative du Guyana (Guyana) a été habité par de nombreux groupes de peuples autochtones distincts, qui lui ont donné le nom de « guiana », qui signifie « terre d'eau ». Au 16^e siècle, les Pays-Bas ont créé des comptoirs commerciaux dans la région, puis des plantations où travaillaient des esclaves africains. D'autres Européens se sont installés dans la région, mais le Royaume-Uni est progressivement devenu la puissance dominante.

Le Royaume-Uni a unifié les territoires qui constituent le Guyana moderne en 1831. Dans les années qui ont suivi, le Royaume-Uni a commencé à remplacer les anciens esclaves par des travailleurs sous contrat en provenance de l'Inde. À la fin du 19^e siècle, des produits précieux tels que l'or ont été découverts dans la colonie. Cette découverte a

¹ La plupart des langues parlées dans les Caraïbes sont des langues européennes (à savoir l'anglais, l'espagnol, le français et le néerlandais) ou créoles basées sur des langues européennes. Les hispanophones sont les plus nombreux dans les Caraïbes, suivis par les anglophones. L'anglais est la langue officielle de 18 territoires des Caraïbes qui comptent environ 6 millions d'habitants.

accélérala colonisation, mais a également contribué à engendrer des conflits territoriaux avec ses voisins, le Venezuela et le Suriname, qui n'ont toujours pas été résolus à ce jour. La revendication territoriale du Venezuela vise plus de la moitié du territoire du Guyana.

Le suffrage universel des adultes a été introduit au Guyana en 1953. Cependant, les élections qui ont suivi ont produit un gouvernement de gauche qui a inquiété le Royaume-Uni, lequel a alors suspendu la Constitution et nommé une administration intérimaire. Des élections libres ont de nouveau eu lieu en 1957 et, peu après, le Royaume-Uni a entamé des discussions sur les modalités d'une pleine autonomie gouvernementale. Les négociations ont été compliquées par des tensions de longue date entre les deux communautés les plus importantes du Guyana, les personnes d'origine africaine et indienne, mais, en 1966, le Guyana a obtenu son indépendance. Le pays est devenu une république en 1970.

GOVERNEMENT ET POLITIQUE

Le Guyana est une république parlementaire. Le président exerce le pouvoir exécutif suprême et fait office de chef d'État et de chef du gouvernement. Le président est élu indirectement; après une élection générale, le chef du parti ayant le plus de sièges à l'Assemblée nationale devient automatiquement président. Le président nomme plusieurs vice-présidents et un premier ministre qui le secondent. Les présidents ne peuvent servir que pendant deux mandats de cinq ans.

L'Assemblée nationale est le parlement unicaméral du Guyana. Elle compte 65 députés élus par représentation proportionnelle, pour un mandat de cinq ans². Sur l'ensemble des députés, 40 sont élus à partir de listes nationales de partis et 25 à partir de 10 listes régionales de partis.

À l'élection générale de 2015, le parti politique Association pour l'unité nationale (APNU) a succédé au Congrès national du peuple. Il a en effet remporté le plus grand nombre de sièges à l'Assemblée nationale pour la première fois depuis 1992 en formant une coalition avec son partenaire Alliance pour le changement (AFC). La dernière élection a eu lieu en mars 2020. Le Parti progressiste du peuple/Civique (PPP/C) a remporté le plus grand nombre de sièges après un recomptage contesté des voix, battant ainsi la coalition APNU-AFC. Depuis 2020, l'Assemblée nationale compte 71 députés, dont 26 (36,32 %) sont des femmes. On s'attend à ce que la prochaine élection se tienne en 2025.

En 2016, le gouvernement, qui était dirigé par la coalition APNU-AFC à l'époque, avait signé un contrat avec une société pétrolière; il a été critiqué pour son manque de transparence dans ses négociations visant à vendre le permis de production pour les gisements de pétrole extracôtiers fraîchement découverts. Le gouvernement actuel, dirigé par le Congrès national du peuple, avait promis de renégocier les termes du contrat avec la société pétrolière, mais les nouvelles négociations ne portaient pas sur les redevances et les taxes³. À la fin de 2020, 17 autres champs de pétrole ont été découverts dans le bloc Stabroek du Guyana, à savoir la réserve pétrolifère extracôtière

² L'Assemblée nationale peut compter jusqu'à 72 députés, car il est autorisé qu'un maximum de quatre ministres non élus et deux secrétaires parlementaires non élus y siègent. Si le président n'est pas un député élu, il devient député de l'Assemblée nationale du fait de sa fonction de président.

³ « [Guyana already re-negotiated Exxon's oil contract](#) », Kaieteur News, 21 février 2023.

du pays sur la côte atlantique. Selon les estimations, quelque 750 000 barils de pétrole pourraient en être extraits par jour d'ici 2025. Le gouvernement s'attend à tirer de nouvelles recettes importantes provenant du pétrole dans les années à venir; la production pétrolière stimulera également la croissance d'autres secteurs économiques et devrait améliorer le niveau de vie du pays.

Par ailleurs, le Guyana a un système juridique fondé sur la common law. Sa plus haute cour d'appel est la Cour de justice des Caraïbes, l'instance judiciaire de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Le Secrétariat de la CARICOM est établi à Georgetown, la capitale du Guyana.

APERÇU ÉCONOMIQUE

Le Guyana est l'une des économies à la croissance la plus rapide au monde, en raison du développement continu de son secteur pétrolier et gazier. D'ailleurs, le Fonds monétaire international (FMI) indique que l'économie du pays a progressé de 62 % en 2022 et devrait augmenter de 37 % cette année. Les réserves pétrolières projetées du Guyana, estimées à 13 milliards de barils à ce jour, pourraient le placer parmi les 20 premiers producteurs de pétrole au monde, et les plus importants par habitant.

RELATIONS BILATÉRALES

Le Guyana et le Canada entretiennent des relations étroites qui reposent sur plus de 50 ans de relations interpersonnelles profondes, d'importantes relations commerciales, un programme de développement de longue date et un partenariat en matière de sécurité. Le Canada a ouvert le premier Haut-commissariat du Canada en Guyana, à Georgetown, en mars 1964 et a établi des relations diplomatiques complètes après l'indépendance du Guyana en mai 1966. Le Canada continue de soutenir les efforts de renforcement des capacités du Guyana, des experts canadiens aidant diverses institutions.

Le Canada est l'un des principaux partenaires commerciaux du Guyana (294,1 M\$ d'échanges bilatéraux en 2022; 52,7 M\$ d'exportations; 241,4 M\$ d'importations). Une chambre de commerce Canada-Guyane a été créée à Georgetown en décembre 2020.

Le Canada est le foyer d'une diaspora guyanaise politiquement active et axée sur les affaires, comptant près de 100 000 personnes, ainsi que de nombreuses autres qui se sont installées au Canada il y a des décennies. De nombreux membres du gouvernement guyanais ont étudié ou ont des enfants qui étudient au Canada. En 2019, plus de 500 étudiants guyanais ont bénéficié d'un permis d'études, et plus de 10 000 touristes guyanais ont visité le Canada.

Rencontre avec l'honorable Manzoor Nadir, député, président de l'Assemblée nationale du Parlement de Guyana, et les membres de la commission parlementaire de gestion

L'honorable Manzoor Nadir est le président de l'Assemblée nationale de la 12^e législature du Guyana. Il est également président de la Section guyanaise de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC). Économiste de profession, le président Nadir est représentant élu depuis 1992, année à compter de laquelle il a fait partie de l'opposition de l'Assemblée nationale, et ce, jusqu'en 2001. Par la suite, de 2001 à 2011, il est devenu chef du parti Force unie et ministre du Travail.

Une rencontre a été organisée avec des députés de l'Assemblée nationale, au cours de laquelle des pratiques exemplaires ont été échangées. Certaines lacunes ont également été soulevées, qui pourraient être comblées par le biais de formations et d'échanges, avec l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique par exemple. Il a été noté que les femmes étaient bien représentées à la rencontre. Il a également été mentionné que le Parlement du Guyana devait inclure davantage de jeunes députés et que le système devait permettre d'avoir des députés à temps plein.

Rencontre avec Robert Persaud, secrétaire d'État des Affaires étrangères, ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale

Le secrétaire d'État a évoqué l'importance de la visite de la délégation canadienne pour les relations bilatérales. Il a également mentionné l'ampleur de la diaspora guyanaise au Canada, en particulier dans la région de Toronto. Il a rappelé que le Canada a été l'un des premiers pays à vouloir aider le Guyana après la découverte de ressources pétrolières et gazières, et que de nombreuses transformations ont été rendues possibles grâce à ce partenariat. De nombreuses questions ont été abordées, notamment les changements climatiques, l'insécurité alimentaire, l'admission du pays au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies et le différend territorial avec le Venezuela. Il a évoqué les besoins du pays en matière de développement des infrastructures, et notamment la nécessité de disposer d'une main-d'œuvre qualifiée pour mener à bien ses projets. Selon M. Persaud, l'objectif est de stimuler l'industrie pétrolière tout en protégeant l'environnement.

Petit déjeuner-réunion avec l'honorable brigadier (retraité) Mark Phillips, M.S.S., député et premier ministre de la République coopérative du Guyana

L'honorable brigadier (retraité) Mark Anthony Phillips a été nommé premier ministre du Guyana en août 2020 par le président. Il est également représentant élu depuis septembre 2020. Avant cette nomination, il a été membre actif de l'armée de 1981 à 2016 et chef d'état-major des forces de défense guyaniennes de 2013 à 2016. À la suite de sa nomination au poste de premier ministre, il s'est vu confier la responsabilité du secteur de l'énergie, de la Commission de la défense civile et du secteur de l'information.

Le premier ministre a souhaité la bienvenue à la délégation au Guyana. Il a souligné l'importance des liens entre le Canada et son pays. Le premier ministre a également profité de l'occasion pour discuter des enjeux internationaux auxquels son pays se heurte, ainsi que des défis qu'il doit relever pour faire face à une croissance économique rapide. Il a été rejoint par le ministre au sein du cabinet du premier ministre responsable des communications, Kwame McCoy.

Rencontre avec l'honorable D^r Frank Anthony, député et ministre de la Santé

Le ministre de la Santé a présenté le nouveau plan de développement des infrastructures de santé du pays. Les besoins sont considérables. Le gouvernement s'efforce d'éradiquer plusieurs maladies infectieuses, comme la lèpre, la filariose, la maladie de Chagas et la leishmaniose. Le gouvernement souhaite également améliorer le dépistage de maladies telles que l'hépatite C et la dengue. En ce qui concerne les maladies non infectieuses, le gouvernement élabore un programme de lutte contre le cancer avec un nouveau centre d'oncologie. La santé mentale est également une préoccupation majeure.

En ce qui concerne les ressources humaines, plusieurs stratégies de rétention et de formation du personnel sont envisagées. Il existe un partenariat avec l'Université York. Pour faciliter l'accès aux soins de santé dans les zones rurales, plusieurs technologies sont désormais utilisées, et le gouvernement souhaite améliorer l'accès à la télémédecine. Le gouvernement construira également plusieurs nouveaux hôpitaux.

Déjeuner de travail avec l'honorable Vickram Outar Bharrat, député et ministre des Ressources naturelles

L'honorable Vickram Outar Bharrat est ministre des Ressources naturelles depuis août 2020. Par le passé, il a été pédagogue et entrepreneur.

Durant la rencontre, le ministre a indiqué que son pays souhaitait augmenter sa production pétrolière. Il a expliqué l'importance du projet de la centrale électrique au gaz et des possibilités de développement à proximité de la centrale. Il a déclaré que pour le bien du pays et de sa population, il est important de maintenir l'approvisionnement en pétrole avant de s'orienter vers les énergies renouvelables. Le ministre a déclaré qu'il est important pour le pays de réévaluer ses ressources minérales, même si cela est très coûteux. Il a fait l'éloge des bonnes relations avec le Canada et a mentionné l'ampleur de la diaspora.

Rencontre avec l'honorable Aubrey Norton, député et chef de l'opposition

L'honorable Aubrey Norton a été élu chef du Congrès national du peuple/Réforme en décembre 2021. En 2022, il a été officiellement élu à l'Assemblée nationale, où il agit comme chef de l'opposition.

La rencontre avec le chef de l'opposition et les membres de sa coalition a permis à la délégation d'entendre un point de vue différent de la démocratie guyanaise. Les membres de l'opposition ont clairement exprimé leur mécontentement à l'égard du système parlementaire guyanais et de ses principales lacunes. Ils ont déclaré que, hormis le dépôt du budget, les députés n'ont pas assisté à plus de dix séances en un peu plus d'un an. Le Parlement devrait siéger plus souvent, de même que ses comités. Par exemple, ils ont indiqué que le comité responsable du secteur des ressources naturelles, qui se développe rapidement, ne s'est pas réuni depuis près de deux ans. La délégation a également mentionné que les députés doivent occuper un autre emploi puisque le poste de député n'est pas à temps plein.

Rencontre avec l'honorable Collin Croal, député et ministre du Logement et des Eaux

L'honorable Collin Croal est le ministre du Logement et des Eaux. Il a été élu pour la première fois au Parlement en 2015.

Le ministre a expliqué le travail de son gouvernement. Le gouvernement adopte une approche humanitaire en matière de logement afin que personne ne soit laissé pour compte. Il existe un partenariat avec le secteur privé pour construire des logements à un coût fixe, avec un profit minimal et à des taux d'intérêt faibles. Il est important d'intégrer des matériaux locaux dans la construction. Les acheteurs sont également propriétaires du terrain, ce qui facilite le financement. D'ici 2025, tous les foyers devraient avoir accès à l'eau potable grâce à la création de nouveaux puits et à un meilleur entretien des puits déjà en place. Le gouvernement se concentre également sur la qualité de l'eau. Dans la

capitale, toute l'eau est traitée. Le ministre était accompagné de l'honorable Susan M. Rodrigues, députée et ministre au sein du ministère du Logement et des Eaux.

Rencontre avec l'honorable Pauline Campbell-Sukhai, députée et ministre des Affaires autochtones

Au Guyana, les [populations autochtones \(en anglais\)](#) représentent officiellement environ 11 % de la population. Toutefois, beaucoup d'Autochtones n'ont pas leurs papiers.

L'honorable Pauline Campbell-Sukhai est ministre des Affaires autochtones depuis août 2020, un portefeuille duquel elle avait déjà été responsable de janvier 2008 à mai 2015. D'ailleurs, elle est elle-même d'origine autochtone guyanaise. Économiste de profession, elle est députée depuis 1992.

Le ministère des Affaires autochtones a été constitué en 2005 dans le but de protéger et de promouvoir les intérêts sociaux, culturels et économiques des Autochtones. En 2006, une version révisée de la loi sur les Autochtones (Amerindian Act) a été promulguée; elle prévoit un cadre juridique pour la promotion des droits autochtones au Guyana.

D'importantes ressources naturelles se trouvent sur les terres des groupes autochtones. Des partenariats sont à l'étude pour exploiter les minerais et les agrégats de ces terres. La ministre a indiqué que les communautés autochtones peuvent obtenir de l'aide afin de réviser les contrats avec les entreprises. En 2012, la population autochtone était d'environ 70 000 personnes et s'élève aujourd'hui à environ 100 000 personnes. Il existe neuf langues autochtones. La ministre a expliqué qu'il est possible de se déplacer entre les différents villages bien qu'ils soient parfois très éloignés les uns des autres.

Rencontre avec le D^r Armstrong Alexis, vice-secrétaire général de la CARICOM

La délégation s'est rendue au secrétariat de la CARICOM où elle a rencontré le vice-secrétaire général, Armstrong Alexis, et la secrétaire générale adjointe, Relations extérieures et communautaires, Elizabeth Solomon. Ils ont discuté de l'initiative de jumelage, qui consiste à associer des assemblées législatives provinciales canadiennes avec des parlements des Caraïbes. Mme Mendès a déclaré que le Canada cherche à renforcer ses relations avec les pays des Caraïbes et que cette initiative constitue un excellent moyen d'y parvenir. Les représentants de la CARICOM ont déclaré qu'ils étudient actuellement la possibilité de ressusciter l'Association des parlementaires des Caraïbes de la CARICOM.

Visite d'un projet soutenu par le Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) à Mainstay/Whayaka – Région 2

La délégation a commencé par une brève rencontre avec Vilma De Silva, présidente régionale, et les conseillers. Le projet visité comprend la construction d'ombrières pour le jardinage et l'aménagement d'une promenade dans la nature où poussent certains des arbres et des plantes qu'utilisent les populations autochtones pour leurs propriétés médicinales et d'autres vertus reconnues. Le jardin est entretenu par les jeunes du village, principalement des femmes. À terme, il servira à approvisionner le petit hôtel touristique qui sera construit au bord du lac. La visite a été conduite par la toshao Yvonne Pearson, députée, cheffe autochtone de Mainstay/Whayaka.

Autre

La délégation a déposé une couronne au nom de la Section canadienne de l'APC au cimetière militaire où sont enterrés quatre Canadiens morts pendant la Seconde Guerre mondiale. La délégation a également assisté à une réception offerte par le président de l'Assemblée nationale et à l'ouverture officielle de la GuyExpo.

Remerciements

La délégation tient à remercier le personnel de la Section guyanienne de l'APC pour la réalisation du programme au Parlement.

Conclusion

La délégation souhaite remercier le haut-commissaire du Canada au Guyana, Mark Berman, de son hospitalité, ainsi que le personnel dévoué du Haut-commissariat d'avoir préparé un itinéraire très complet et d'avoir contribué à la réussite de la visite. En plus du personnel du Haut-commissariat, les délégués tiennent à remercier les représentants d'Affaires mondiales Canada et de la Bibliothèque du Parlement qui ont participé à la préparation des documents d'information nécessaires.

Le tout respectueusement soumis,

Alexandra Mendès, députée
Présidente de la Section canadienne de
l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)
ACTIVITÉ	Visite bilatérale au Guyana
DESTINATION	Georgetown, Guyana
DATES	Du 13 au 18 novembre 2023
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'honorable Salma Atallahjan
CHAMBRE DES COMMUNES	Rhéal Éloi Fortin Robert Kitchen Alexandra Mendès

PERSONNEL	Rémi Bourgault
TRANSPORT	7 838,01
HÉBERGEMENT	21 737,29\$
HOSPITALITÉ	148,21\$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	2 740,30 \$
CADEAUX OFFICIELS	0,00 \$
DIVERS	877,56 \$
TOTAL	33 341,37 \$